



## La transition énergétique,

**Michel Dubois. (2009) Éditions Desclée de Brouwer, 280 pages, 23 euros.**

La prospective recommande à ses concepteurs, mais aussi à ses lecteurs, de se livrer à des exercices de « *post-diction* ». Il s'agit en l'espèce de lire ou relire des rapports quelques décennies après leur publication afin d'identifier des variables omises ou sous-estimées, des erreurs de méthode, le poids d'idées préconçues ...

En 1972, le « *Club de Rome* » animé par des chercheurs du Massachusetts Institut of Technology, publie « *Limits to Growth* ». Diffusé en France sous le titre « *Halte à la croissance !* », l'ouvrage ne rencontre qu'un écho limité auprès des pouvoirs publics. Seul un agronome, René Dumont, engagé dans la campagne présidentielle de 1974, tenta d'alerter le grand public. Il présenta dans un spot télévisé un verre d'eau et affirma que dans trente ans, son prix serait supérieur à celui de son équivalent en pétrole... Balivernes ! Comment entendre une telle analyse alors que cinq ans auparavant l'homme a marché sur la Lune, que les grandes compagnies pétrolières annoncent chaque année la découverte de nouveaux gisements et que Monsieur Tout-le-Monde remplit le réservoir de sa berline pour l'équivalent de 12 €... Les « *Trente Glorieuses* » étaient alors à leur zénith et bien rares étaient ceux qui accordaient quelque crédit aux analyses du MIT.

Quarante ans plus tard, le contexte dans lequel est publié l'ouvrage, de Michel Dubois « *La transition énergétique* » est bien différent. Les diagnostics du « *Club de Rome* » sont partagés par l'immense majorité et chacun tente de discerner comment notre seule et unique Terre pourrait faire face à ses limites et assurer notre survie.

L'auteur nous propose d'abord de comprendre comment nos sociétés, et pas seulement nos sociétés contemporaines, se sont comportées en prédatrices. Pour lui, elles refusent massivement d'avoir une vision de leur futur intégrant le moyen et long terme. En outre, nombre d'entre elles ont disparu en rejetant toute inflexion de leurs coutumes. Ainsi, au XIV<sup>ème</sup> siècle, les Vikings groenlandais, alors qu'ils étaient confrontés à un refroidissement climatique significatif, ont refusé de modifier leurs habitudes alimentaires : ni poisson ni phoque, ni *a fortiori*, d'alliances avec les peuples voisins...

Plus connues sont les conséquences de déforestations engagées tant au Moyen-Orient qu'en Amérique centrale ou en Afrique : désertification de la région de Pétra (Jordanie), ruine des cités d'Arizona et du Puebla, extension continue du Sahara...

En outre, nos sociétés seraient massivement victimes du « *désir mimétique* » [Girard, 1961]. Notre quête inextinguible d'objets serait motivée non par la satisfaction d'un besoin objectif mais par le désir de posséder ce que d'autres ont déjà ou encore la vanité de détenir ce qu'ils ne peuvent avoir. Ce désir serait donc le moteur de notre consumérisme et de la concurrence entre individus, logiques élevées au rang de fin ultime de nos existences. Or, note l'auteur, nos économies, à vouloir sans cesse plus de liberté, agissent toujours plus dans le court terme. « *Le marché régule comme un pilote automatique de voilier, il permet de maintenir le cap, mais il ne dit pas si le cap est bon. Il n'indique ni les récifs, ni les changements de météo.* »

Cependant, cette critique du système économique dominant ne conduit pas à exempter chacun d'entre nous de ses responsabilités et l'auteur reprend à son compte l'impératif éthique formulé en 1979 par Hans Jonas : « *Ne fais pas ce qui serait négatif si neuf milliards d'humains voulaient le faire* ».

Si M. Dubois identifie six limites physiques : l'espace – limite démographique, l'énergie, l'eau, la production agricole, le climat et la biodiversité, il souligne surtout des facteurs plus proprement liés aux activités humaines. Il nous alerte sur le déplacement des recherches scientifiques. Elles s'engagent de plus en plus vers des productions immédiates : technologies de l'information et de la communication, nanotechnologies... et délaissent les recherches fondamentales alors que celles-ci seraient sans nul doute plus fructueuses pour faire émerger les inventions nécessaires à notre survie. Il stigmatise enfin nombre d'idées reçues qui obstruent notre inventivité. Ainsi l'idée que les objets en plastique seraient « *fondamentalement toxiques* » est irrationnelle. En effet, leur recyclage s'avère beaucoup moins couteux que celui de biens réalisés en verre ou en papier. De même, il nous invite à distinguer les usages des OGM. Leur production dans des espaces clos à des fins médicales peut-elle être mise sur le même plan que leur culture à l'air libre ? Enfin, Michel Dubois souligne le cruel déficit dont souffrent nos sociétés où - selon la formule célèbre de J-J Rousseau – nous ne sommes « *Démocrate[s] que tous les cinq ans* ». En outre, nombre de responsables politiques repoussent au-delà de leur mandat des décisions nécessaires mais impopulaires et si chacun d'entre nous vante les mérites du TGV, il exclut que celui-ci passe près de son jardin.

La réduction de la consommation d'énergie constitue un impératif. L'auteur ne nous invite pas pour autant à rechercher une quelconque solution miracle : il n'en existe pas. Il convient au contraire de valoriser toutes les sources imaginables en fonction des opportunités propres à chaque territoire. Ici seront privilégiées les énergies éoliennes, là la géothermie, ailleurs l'hydroélectricité... Seul l'usage des agro-carburants lui paraît devoir être écarté. En effet, non seulement les externalités négatives liées à sa fabrication s'avèrent exorbitantes mais il serait irrationnel de ne pas réserver les surfaces agricoles, elles mêmes en réduction sous l'effet de l'urbanisation, à la seule production de denrées alimentaires.

Par sa diversité et son inventivité, l'Europe lui paraît être l'ensemble géopolitique le mieux préparé à s'engager dans la transition énergétique qu'il s'agit de réussir dans les deux à trois décennies à venir. Cet effort est à combiner avec le développement d'inventions favorisant des économies d'énergie dans le domaine des transports et de l'habitat. L'objectif de réduction est le célèbre « *facteur 4* » : c'est-à-dire une réduction par quatre de l'empreinte énergétique à l'horizon 2050.

Au-delà de cette date, Michel Dubois esquisse les avantages d'une énergie de fusion, relais de l'actuelle énergie nucléaire de fission. Mais soyons lucides, celle-ci, si elle ouvre des perspectives immenses, ne sera pas disponible durant les quarante années à venir : c'est-à-dire durant la « *transition énergétique* ». Pour mener à bien les investissements nécessaires tant au développement des énergies de transition que de l'énergie de fusion, l'auteur avance l'idée d'une taxe de transition énergétique (TTE). Fondée sur le même principe que la TVA \_ taxe modulable et récupérable \_ elle ne porterait pas sur les seules émissions de CO<sup>2</sup> mais sur toutes les énergies. Les ressources ainsi collectées seraient affectées à des investissements en « *Recherche & Développement* » afin d'assurer la mise au point et le développement de nouvelles énergies.

En conclusion, Michel Dubois met en avant l'importance d'une refonte de nos systèmes fiscaux : « *Si nous reconnaissons la réalité des limites physiques planétaires qui détermine ce qui est rare et coûteux, c'est sur l'utilisation des ressources naturelles que l'impôt devrait s'orienter afin de guider leur allocation. Les charges sur le travail devraient disparaître, car celui-ci cessant d'être un facteur limitant grâce au progrès technologique, devient une ressource relativement abondante. Les charges sur le capital devraient rester, même à faible niveau, car son abondance sera relative.* »

Cette transition implique une véritable mobilisation démocratique. Pour l'auteur, celle-ci est encore possible pour peu que les citoyens soient associés réellement à la gouvernance d'un monde où les technologies prennent une place sans cesse croissante. Une telle invitation ne saurait être contestée. Cependant, notons que si l'Europe doit être effectivement un espace inventif et précurseur, ses instances nous apportent régulièrement des preuves inverses. Quant au débat démocratique, nous devons malheureusement constater que la Commission Nationale pour le Débat Public, instance sur laquelle beaucoup d'espoirs avaient été fondés, vient de subir de graves revers tout au long des réunions consacrées aux nanotechnologies.

Dès lors, ne convient-il pas d'interroger les fondements mêmes des démocraties néolibérales ? Myriam Revault d'Allonnes dans son récent essai « *Pourquoi nous n'aimons pas la démocratie* » évoque les réflexions formulées par le philosophe Claude Lefort. Pour lui, la démocratie serait à définir comme un système caractérisé par « *la dissolution des repères de la certitude, investi en permanence par le débat sur le légitime et illégitime... un régime sans garantie transcendantale* »; certitude qui fonde *a contrario* les régimes totalitaires. Or, M. Revault d'Allonnes observe que depuis la chute du rideau de fer les régimes européens et nord-américains s'évertuent à « *refaire de la certitude* » tant avec l'idéologie d'une universalisation du capitalisme \_ l'Etat est assimilé à une entreprise \_ qu'avec un discours de la « *guerre des civilisations* ». Il en découle selon elle une : « *homogénéisation universelle par le resserrement et le recentrage d'une identité spécifique face à une extériorité menaçante* ».

Gageons que tout lecteur de l'ouvrage de M. Dubois consolidera sa prise de conscience de l'urgence de la mise en chantier d'une authentique transition énergétique et que l'intuition de l'auteur se trouvera confirmée. N'écrit-il pas que « *l'imaginaire des citoyens est peut-être en train de changer plus vite que celui des politiques* » ? En citoyen éclairé et en consommateur responsable, acceptons-en l'augure.